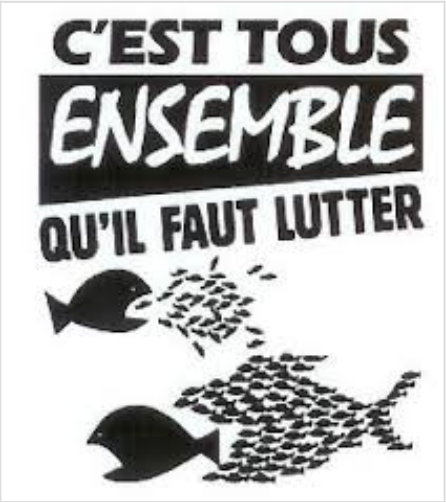
Températures de saison... mais semaine sociale chaude en perspective !

Températures de saison...



mais semaine sociale chaude en perspective !

Alors que la mobilisation contre la répression et les violences policières ne faiblit pas dans la jeunesse, plusieurs autres mobilisations sont programmées la semaine prochaine.

Le 6 mars en préchauffage

Dès le lundi 6 mars, les syndicats FSU, CGT, FO et Solidaire du Pôle Emploi appellent les salariéEs à la grève et à l'organisation d'assemblées générales pour décider des suites du mouvement. Cet appel est relayé par des associations d'usagers de Pôle Emploi qui appellent les chômeurs/ses à rejoindre les salariéEs dans les mobilisations [1].

Tous et toutes entendent se battre contre le "Plan stratégique Pôle Emploi 2020" dont l'esprit consiste à diminuer encore la protection sociale des chômeurs en remplaçant l'offre publique d'accompagnement par des services privés, au nom notamment d'une adaptation aux innovations technologiques. Au passage, la logique d'équilibre des comptes est remplacée par une logique de profit. Par ailleurs, le bruit courrait que certaines des entreprises qui obtiennent les marchés seraient indépendantes des autorités publiques chargées de les contrôler mais ce n'est qu'une rumeur... En attendant, plusieurs entreprises se gavent d'argent public dont des cotisations de salariées ! Pris en otage par les logiques affairistes, les chômeurs et les chômeuses se retrouvent parfois dans des situations inhumaines à devoir gérer eux et elles mêmes leur démarches d'inscription de formation etc. avec comme interlocuteur un répondeur ou une interface informatique. Quand on considère que la responsabilité de l'échec des démarches peut être attribuée à l'usager-e par l'administration alors que la difficulté de se servir de l'outil informatique peut s'ajouter aux dysfonctionnements, la violence sociale exercée sur des personnes parfois déjà fragilisées par la perte

d'emploi est insupportable ! Cette violence sociale est d'ailleurs retranscrite dans le film "Moi, Daniel Blake".

Les politiques à l'œuvre à Pôle Emploi ne sont pas sans rappeler les logiques mises en œuvre dans d'autres services publics. En toute logique, l'intersyndicale qui appelle à la grève le 6 mars appelle à rejoindre la mobilisation pour les services publics dès le lendemain !

Le 7 mars : Un début de convergence ?

Le cadre syndical de mobilisation pour le 7 mars ne s'adresse hélas pas à l'ensemble de la Fonction publique mais les bornes posées par les directions syndicales sont dépassables. Au départ, cette journée était à l'initiative de la fonction publique

hospitalière et les fédérations de fonctionnaires de Solidaires, de FO et de la CGT n'auraient pas souhaité que d'autres secteurs s'y greffent. Suite à des débats dans les confédérations FO et CGT, la cadre a été élargi à la fonction publique territoriale. Au vue des revendications mises en avant : refus des fusions d'établissements et des privatisations, demande de créations de postes, refus des dispositifs managériaux qui individualisent les travailleurs et les travailleuses face à la hiérarchie, mais aussi attachement des personnels à travailler dans des conditions n'entraînant pas la maltraitance voire la mise en danger des usagers ; comment comprendre que ce cadre ne soit pas étendu à la Fonction publique d'État !?

La FSU n'a t-elle pas osé s'opposer aux fédérations CGT, FO et Solidaire de la Fonction publique dans sa volonté de circonscrire la mobilisation ou ne voulait-elle pas l'étendre ? Du point de vue des intérêts des personnels, elle aurait au moins pu mettre dans la balance la question des fusions des établissements universitaires qui entraînent eux aussi suppressions de postes et dégradations des conditions d'enseignement, sur fond de mise en place de nouvelles formes de management pour les personnels. Si la FSU a accepté en partie les nouvelles formes de management en apportant sa signature au protocole PPCR (Parcours Professionnel, Carrière, Rémunération), elle pourrait au moins de son point de vue essayer d'en tirer un maximum en mobilisant les personnels. Hélas, la FSU est de plus en plus victime de la logique qui touche la CFDT depuis bien longtemps, selon laquelle le bonheur des travailleurs et travailleuses passe par celui du "patron". La docilité qui en résulte est atterrante...

Par rapport à la dégradation du Service public d'Éducation dans le Supérieur avec là encore fusions d'établissements et là aussi privatisations[2], les étudiants ne s'en laissent heureusement pas compter. Lors d'une AG à l'université du Mirail à Toulouse, les étudiants et étudiantes mobilisé-e-s, ainsi que leurs organisations syndicales (CGT, FO, FSU, SUD Éduc, Solidaires étudiantEs, Union des ÉtudiantEs de Toulouse et UNEF) ont également appelé à la mobilisation le 7 mars. Ils et elles appellent les établissements universitaires, secondaires et primaires à s'engager dans l'action pour de meilleures conditions d'étude contre la fusion des universités et contre la sélection des étudiants en première année de licence et en master. Cet appel a trouvé un écho dans d'autres facultés mobilisées sur les mêmes questions comme à Paris 3 et est relayé par Solidaire Etudiant-e-s[3]. La mobilisation de l'ensemble des étudiantEs est d'autant plus importante qu'une victoire du mouvement permettrait de faire reculer le gouvernement, y compris sur la répression qu'il a pu mettre en œuvre comme à l'Université de Franche Comté le 14 février[4].

Les lycéens aussi seront de la partie le 7 mars. Dans la continuité des mobilisations contre la violence d'État, un appel a été lancé pour bloquer les lycées ce jours là[5]. Les lycéens ont déjà bloqué de nombreux lycées les 23 février[6], 28 février[7], et 2 mars[8]. Nous saluons les appels du MILI (Mouvement inter luttes indépendant, de la mouvance autonome) qui a ont rencontré un écho important dans la jeunesse, bien qu'ils aient été accompagné d'une spontanéité importante. La répression a été féroce, et les directions du mouvement ouvrier restent silencieuses, encourageant le gouvernement à accentuer la répression. Leur responsabilité est pourtant d'appeler à une mobilisation de masse pour mettre un coup d'arrêt à l'accentuation des violences policières. Dans le contexte actuel, la marche pour la justice et la dignité, contre le racisme et les violences policières, programmée le 19 mars, doit permettre la convergence du mouvement ouvrier et de la jeunesse, notamment celle des quartiers populaires, contre la violence d'État.

Le 8 mars : comme les femmes de l'usine de Vyborg il y a cent ans ?

La FSU dont seul le syndicat de la Fonction publique territoriale appelle à la grève le 7 mars, a tout de même déposé un préavis de grève en appelant à l'action le 8 mars avec les fédérations Fonction publique CGT, Solidaire et la FA. La mobilisation porte sur l'inégalité de traitement entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique, et ce malgré le protocole d'accords signé en 2013 sur l'égalité processionnelle femmes/hommes. Les quatre fédérations appellent à faire des actions à partir de

15h40, heure à partir de laquelle les femmes travaillent gratuitement si on considère qu'elles travaillent le même temps que les hommes alors que leurs salaires sont en moyenne inférieurs de 25%. L'initiative est internationale : voir le dossier de presse[9].

Si les problèmes soulevés et les revendications sont justes, on peut craindre que la mobilisation reste symbolique mais qui sait ?

« Le 23 février (8 mars dans le calendrier occidental) [1917], *c'était la Journée internationale des femmes,* écrit Trotsky dans l'*Histoire de la révolution russe*. *On projetait, dans les cercles de la social-démocratie, de donner à ce jour sa signification par les moyens d'usage courant : réunions, discours, tracts. La veille encore, il ne serait venu à la pensée de personne que cette Journée des femmes pût inaugurer la révolution. Pas une organisation ne préconisa de grève ce jour-là. Bien plus, une organisation bolcheviste, et des plus combatives, le comité de Vyborg, déconseillait la grève. »*

Il pourrait sembler à première vue contradictoire pour des révolutionnaires de revendiquer le renforcement des services publics, qui, dans la configuration de la lutte de classe actuelle, revient à s'adosser à un État qui montre aujourd'hui sa vraie nature et réprime le mouvement social. Cependant, nous partons du principe que la construction d'un État au service de notre classe se trouvera facilitée par la préservation des acquis en termes de protection sociale, d'éducation etc. Puisque nous ne construirons pas cet État grâce aux élections, cette semaine, n'ayons pas peur de bousculer les habitudes et faisons mentir celles et ceux qui disent que les périodes pré-électorales de sont pas propices à la mobilisation !

1http://www.snutefifsu.fr/pole-emploi/le-6-mars-quels-rendez-vous-en-region/

2https://tendanceclaire.org/article.php?id=1136

3 http://www.solidaires-etudiant.org/blog/2017/02/26/le-7-mars-mobilisons-nous-pour-un-reel-service-public-denseignement-superieur-et-de-recherche/

4http://www.sudeducation.org/Non-a-la-repression-a-l-Universite-6957.html

5http://tendanceclaire.org/breve.php?id=22898

6http://tendanceclaire.org/breve.php?id=22786

7http://tendanceclaire.org/breve.php?id=22852

8http://tendanceclaire.org/breve.php?id=22883

9http://www.fsu.fr/IMG/pdf/dossierdepresse280217.pdf

Sébastien Langlois, le 6 mars 2017